

Tensions en Ukraine
L'urgence d'une désescalade

P.2

TER des Pays de la Loire
La privatisation en marche

P.4

Pouvoir d'achat
Mobilisation le 27 janvier

P.5

FABIEN ROUSSEL

MEETING À NANTES

Lundi 21 mars 2022



*L'Humain
d'Abord*

Édito :

Je vous souhaite, tout d'abord, une bonne et heureuse année, de la santé pour vous et vos proches, alors que ce fichu virus continue d'abîmer nos vies.

Dans cette période trouble où les idées d'extrême droite et polémiques rythment le débat public, **c'est un effort encore plus conséquent que nous devons mener pour recréer un espoir.** En effet, les dividendes des actionnaires continuent de battre des records, les réformes libérales se poursuivent dont celle de l'assurance-chômage et on nous promet en cas de victoire des droites, le massacre de la Sécurité sociale et la retraite à 67 ans.

Les difficultés pour boucler les fins de mois, consécutives de la hausse des prix (alimentation, transports, énergie) risquent de plonger des millions de foyers dans une grande précarité.

Au-delà du contexte sanitaire qui plonge tout le monde dans l'incertitude et les annonces incessantes, ce sont nos services publics qui sont durement éprouvés, au bord de la rupture. L'hôpital public est au bord de l'implosion et l'école est affaiblie avec à chaque fois des personnels usés

dont les métiers ont été vidés de leur sens. Les dégâts des politiques libérales se poursuivent alors que ces orientations sont plus que jamais impopulaires. **Quel autre pays a fermé 5700 lits en pleine pandémie ?**

Parce que cette période est inédite, il faut innover, échanger, convaincre, rassembler pour desserrer l'étau entre les extrêmes droites les plus nauséabondes et les droites les plus libérales. Les milieux d'affaire s'en frottent les mains dans un climat de division qui menace jusqu'aux fondements de notre République.

Aller chercher les voix une par une, convaincre sur nos valeurs, porter un message novateur et rassembleur : voici nos tâches pour les prochaines semaines avec le programme porté par Fabien Roussel.

Les mobilisations en cours dans nos hôpitaux, nos écoles mais aussi dans certaines entreprises (fonderies SAM, Air liquide, Auchan-Carrefour) dénotent une combativité encore vivace qui peut faire bouger les lignes. Industrie, aménagement du territoire, formation, énergie, hausse des

salaires, environnement : autant de sujets qui traversent le quotidien de nos concitoyens et que nous aborderons ici.

Mettons plus que jamais nos forces pour « Les Jours Heureux » avec notre candidat Fabien Roussel afin de remettre le monde du travail au cœur des décisions et de l'avenir de notre pays. Reprendre le pouvoir et l'argent au capital seront des priorités pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux.

L'Humanité participe à ces batailles. Modernisés et plus acérés, nos titres seront à votre service pour mener la bataille idéologique et confronter les points de vue. Alors que les aspects économiques vont encore nous mettre face à de nouveaux défis (hausse des prix d'impression et du papier), nous devons renforcer le développement du journal et aller chercher de nouveaux lecteurs.

Ces batailles iront de pair pour travailler au renforcement de notre camp.

Fabien GAY,
directeur du journal L'Humanité

Chili

Large victoire des forces populaires



La gauche chilienne a infligé une cinglante défaite aux nostalgiques de Pinochet à l'occasion des élections présidentielles du 19 décembre dernier.

Gabriel Boric, ancien leader étudiant a devancé l'ultraconservateur Antonio Kast de près d'un million de voix dans les urnes. Le candidat d'Apruebo Dignidad (Approbation Dignité), large coalition regroupant le Parti communiste du Chili et divers mouvements anti-libéraux, a surfé sur le large mouvement social de rejet du système hérité de la dictature militaire en 2019-2020.

Dès l'annonce des résultats, plusieurs centaines de milliers de Chiliens sont descendus dans les rues

pour fêter le premier pas de l'enterrement définitif du pinochetisme.

Mais le jeune (35 ans) président élu n'aura pas les mains libres pour mettre en œuvre son ambitieux programme mêlant services publics, État-providence et transition environnementale. En effet, malgré le progrès du PCC lors des élections législatives qui se tenait en parallèle, le Parlement reste aux mains du centre-droit. Une alliance avec le centre-gauche socialiste et chrétien-démocrate pourrait alors ne pas suffire. De plus, la bourse de Santiago a dévissé dès l'annonce des résultats, les forces du grand capital étant prêtes à opposer le mur de l'argent au peuple chilien.

Chaos au Kazakhstan



Commencées le 2 janvier dernier, les manifestations contre la hausse du prix du gaz au Kazakhstan ont connu un déroulement dramatique : plus de 160 morts, 2 300 blessés et 8 000 arrestations. Les manifestants, pacifiques pour l'essentiel, ont été infiltrés de groupes radicaux islamistes ou nationalistes générant une forte répression gouvernementale.

Le Kazakhstan a depuis son indépendance en 1989 opté pour une stratégie de développement axée sur l'extraction, en particulier le gaz et le pétrole. **Du fait de sa situation, le pays joue l'équilibre entre la Russie, la Chine et les pays occidentaux.** Le sous-sol et la sidérurgie sont très largement aux mains des multinationales européennes et états-uniennes. Avec l'opération Steppe Eagle, le Kazakhstan s'est également livré à des exercices militaires conjoints avec l'Otan. La bourgeoisie au pouvoir s'est livrée à une importante promotion des idées nationalistes, russophobes et antisoviétiques.

La colère des manifestants est donc le produit du recul continu des intérêts des travailleurs depuis plus de trente ans. **Cependant, certains oligarques proches de l'ancien président Nazarbaïev utilisent des groupes réactionnaires et violents pour semer le chaos dans le pays.** Une tentative de coup d'État du clan Nazarbaïev a été déjouée.

Après avoir limogé le gouvernement, le président Tokaïev a fait appel aux forces de l'OTSC afin de maintenir le calme. En reprenant le poste de chef du très stratégique Conseil de sécurité, Tokaïev semble avoir tiré parti de la mobilisation populaire dirigée contre le ploutocrate Nazarbaïev.



Tensions en Ukraine

L'urgence d'une désescalade

Les discussions entre la Russie et les États-Unis, puis l'Otan, n'ont pas permis d'avancées notables mais ont le mérite de rester ouvertes. Ce schéma diplomatique au **parfum de Guerre froide fait suite aux mouvements de troupes russes constatés à la frontière avec l'Ukraine. Moscou accuse quant-à-elle les forces de l'Alliance atlantique de manœuvres militaires dans la région.**

Derrière la crainte d'un **embrasement du conflit ukrainien se cache la réaction épidermique des Russes à toute forme d'ingérence de l'Otan dans l'espace post-soviétique.** Moscou avait vécu comme une agression l'élargissement de cette alliance militaire à d'anciens pays du Pacte de Varsovie et le déploiement de forces militaires, dont des missiles, aux portes de la Russie.

L'Ukraine constitue un sujet particulièrement explosif : région stratégique de l'espace russe, **elle fait l'objet de déstabilisations allemande ou états-unienne par l'appui à des forces nationalistes depuis un siècle dans le but de l'arracher à la sphère d'influence de la Russie.** Son adhésion à l'Otan serait vu comme une déclaration de guerre par les Russes qui rejettent tout nouvel élargissement de l'Alliance en préalable aux négociations.

Les États-membres, États-Unis en tête, refusent ces conditions au nom de la souveraineté de l'Ukraine à choisir ses

alliances. Or, une telle adhésion se conclurait certainement par la répétition des schémas déjà observés en Pologne et dans les pays baltes depuis 1999 : le déploiement de troupes états-uniennes hostiles à la Russie sur son sol. Cette stratégie de la tension hautement agressive est irresponsable de la part de l'Otan : l'administration Biden aurait toutes les raisons du monde de considérer comme hostile un déploiement de forces russes au Mexique ou au Canada...

Le blocage de la situation est révélateur d'une architecture sécuritaire issue de la Guerre froide et dépassée en Europe. Si les leaders de l'Union européenne se sont émus de ne pas avoir été conviés aux négociations, force est de constater que l'UE ne propose aucune alternative stratégique, la plupart de ses États membres (21 sur 27) se contentant d'un alignement automatique sur les positions de l'Otan. L'Alliance atlantique, de même que l'Union européenne, sont fondamentalement incapables de garantir la sécurité en Europe : pire, en étant conçues comme l'intégration militaire et diplomatique des impérialismes euro-nord-américains, ces organisations renforcent les tensions partout sur le continent (Yougoslavie, Ukraine...).

Au vu de cette situation explosive, les propositions du PCF de sortir la France de l'Otan et construire des cadres communs de coopération et de sécurité collective n'ont que plus de force.

Le Mali au bord d'une crise humanitaire

Au Mali, depuis le coup d'État d'août 2020, le pays est confronté à une grande instabilité. **Isolée, la junte militaire en place est sommée par les instances internationales d'organiser des élections démocratiques.** Pour forcer les officiers autoproclamés à rendre le pouvoir aux civils, les instances internationales africaines et de l'UE engagées dans la région contre les djihadistes, ont décidé d'un quasi embargo sur le pays. Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest, soutenus notamment par la France, bloquent les frontières et les avoirs du Mali.

Seuls les produits alimentaires et les médicaments peuvent entrer, mais à un prix inaccessible pour la grande majorité de la population. Depuis l'intervention franco-britannique de 2011 en Lybie, des groupes djihadistes tentent de dominer cette région d'Afrique. **En 2013, l'arrivée de la force Barkhane, commandée par la France, a contenu la progression des**

islamistes mais soulève de nombreuses critiques parmi la population.

Cette défiance vis-à-vis du sens de la présence militaire française a favorisé le putsch de 2020. Après l'annonce du début du retrait de la présence française, le Colonel Goïta, chef de la junte, a décidé de faire appel à Vladimir Poutine. Ainsi, des mercenaires russes de la société Wagner sont officiellement sur le terrain pour des missions de formation de l'armée malienne. **Officieusement, la Russie étend sa sphère d'influence en Afrique et explore le potentiel géologique de cette région du Sahel.** Cette nouvelle alliance n'est pas du tout du goût des pays occidentaux. Cela étant, le peuple malien aspire à la démocratie, au développement et à la stabilité mais subit les conséquences de ces tensions et de ces rivalités internationales qui menacent le pays d'une crise humanitaire grave.



EU DIGITAL COVID CERTIFICATE

CERTIFICAT COVID NUMÉRIQUE UE



Passé vaccinal

Adopté au forceps

Après deux semaines de débats à l'Assemblée nationale, le passe vaccinal a été adopté, il remplace le passe sanitaire.

Comme nous en avons été habitués depuis le début de l'épidémie, les parlementaires n'auront fonctionné que pour entériner des décisions prises en amont par le gouvernement et le fameux « conseil de défense sanitaire ». Deux semaines d'échanges de haut vol, nourris par les interventions brillantes d'un exécutif pressé de voir ses quatre volontés contresignées. C'est ainsi qu'il nous a été donné d'entendre Emmanuel Macron déclarer solennellement qu'il voulait emmerder les français rétifs au vaccin, défendu jusqu'en ses formules par le loyal Jean Castex : « Si nous nous comportons en citoyens, personne ne va emmerder personne ». Celui-ci a même eu l'aplomb de faire porter la responsabilité de l'augmentation des cas sur tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui : « Le virus galope, et vous tirez sur le frein à main ! »

Une grande question a remué le gouvernement qui a pu affirmer que le passe vaccinal était une sorte « d'obligation vaccinale déguisée » (Olivier Véran), tout en déclarant que le passe vaccinal n'était pas « une obligation vaccinale déguisée » (Jean-Michel Blanquer)... **Affirmer une chose et son exact**

contraire sans ciller relève décidément du tour de passe-passe...

Ainsi, pour pouvoir accéder aux activités de loisirs, restaurants et bars, foires ou transports publics inter-régionaux, il sera nécessaire de prouver que son « schéma vaccinal » est complet. Le seul test négatif ne suffira plus, sauf pour avoir accès aux établissements et services de santé. **Cette nouvelle mesure s'appliquant à toutes les personnes de plus de 16 ans.**

Outre le fait d'ajouter une nouvelle contrainte aux contraintes existantes, de nouveaux interdits à ceux qui déjà s'accumulent, le texte adopté, malgré l'opposition manifestée au Sénat, impose le principe de la vérification d'identité de leurs clients, en plus du passe, par les professionnels des bars, cafés, restaurants. **Ce qui a d'ailleurs fait dire à André Chassaigne que cela établissait de fait « une philosophie de contrôle de tous par tous » et à Stéphane Peu : « On voit bien (...) l'intérêt du président de la République, à l'approche de la présidentielle, de fracturer, de diviser, de stigmatiser une partie des Français. »**

La dette

Pompe à fric des marchés financiers



La dette est l'argument avancé par les libéraux, adorateurs du marché, pour justifier la réduction des dépenses publiques et sociales utiles. La rétraction des services publics, les privatisations et la mise en place de « réformes » comme celles de l'assurance-chômage et des retraites en sont une autre déclinaison. Alors que nous avons besoin de services publics renforcés notamment dans la santé et l'éducation.

La dette publique est réelle mais en partie fabriquée par la finance et ses appétits orgiaques. Cumulée depuis plus de 45 ans, elle est aujourd'hui de 120% du produit intérieur brut annuel (PIB). Elle était de 14% en 1974, puis de 85% en 2010. Elle se situe actuellement autour de 2750 milliards d'euros avec les surplus de la pandémie.

Ce que nous remboursons chaque année, ce n'est pas la dette mais les intérêts annuels. Ils sont aujourd'hui de 36 milliards d'euros, ils étaient de 46 milliards d'euros en 2011. Cette diminution est en grande partie le résultat de la baisse des taux d'intérêt. De 1974 à 2011 la nation a payé 1200 milliards d'euros d'intérêts. Une aubaine en faveur des marchés financiers qui spéculent sur la dette. Les États-nations n'ont pas le droit de se financer auprès de la Banque Centrale Européenne à des taux de 0%. S'il y a un passif, la France a aussi des actifs importants qui permettent de faire face.

Nous en sommes arrivés là par des politiques d'austérité, de baisse des recettes, de cadeaux fiscaux et d'exonérations du capital. L'évasion fiscale et les paradis fiscaux à profusion ont permis aux riches de faire sécession.

Pour commencer à résoudre cette problématique, le Parti communiste propose dans un premier temps d'annuler la partie de notre dette publique détenue par la Banque Centrale (environ 25%) et de permettre aux États de s'y financer directement.

Construire une dette vertueuse pour l'avenir en faveur de « l'humain d'abord » avec un plan d'investissement social et écologique. **Combattre la fraude fiscale et mettre en place une fiscalité progressive...** Le travail universel que porte Fabien Roussel est aussi une réponse de fond.

Forfait patient urgence

Du « quoi qu'il en coûte » au forfait urgence



Pendant la crise pandémique, avec le « quoi qu'il en coûte » du pouvoir macronien, la dette s'est renforcée. Une situation qui permet de la démystifier lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins essentiels de la population en matière de santé. **La mise en place du FPU (forfait patient urgence) pour les patients se présentant aux urgences sans un suivi d'hospitalisation ne répond plus à cette notion. Il faut maintenant passer à la caisse.**

Ce forfait de 19,60€ est présenté sous l'égide de l'harmonisation et de la simplification. C'est ainsi qu'a été conçue cette disposition au départ. Il remplace le forfait ATU (accueil et traitement des urgences). L'association France Assos Santé n'est pas opposée à ce principe de forfaitisation simplifiée, mais en souligne les contradictions et les dangers.

Dans la réalité, les chômeurs et les précaires seront les plus touchés par cette mesure. Les « sans mutuelle » constituent une grande partie des patients concernés, notamment pour la petite traumatologie sans hospitalisation.

L'insuffisance des possibilités de soins en médecine de ville et de campagne ou/et le manque de structures de premiers recours dans les territoires expliquent que des usagers arrivent aux urgences. Ils ne le font pas par plaisir ou irresponsabilité.

Cette carence est combattue dans certaines régions à gestion de gauche. En Occitanie par exemple, la région a recruté des médecins qui seront installés dans 19 centres. **Pour assurer à tous le droit à la santé, il y faut des moyens.**

Écocombust

A Cordemais l'espoir renaît !

Le gouvernement fait un pas en arrière et rouvre le dossier de la centrale EDF de Cordemais. Le **projet de reconversion écologique de la centrale Écocombust porté par la CGT et abandonné par EDF en juillet dernier revient à la table des discussions**. Pour rappel, EDF et le gouvernement avaient renoncé au projet au mois de juillet 2021, invoquant des raisons capitalistes. Cette décision laissait les **500 travailleurs du site (et les 1000 emplois indirects) sur le carreau**. La CGT, les élus et la population locale, des forces politiques dont le PCF, dénonçaient un gâchis industriel, social, territorial, environnemental et alertaient sur les risques pesant sur l'approvisionnement en électricité du Grand Ouest.

Depuis le début de l'année, l'arrêt technique de plusieurs centrales nucléaires, l'envolée des prix de l'énergie depuis plusieurs mois, conduisent l'État à réétudier le projet de conversion de la centrale à la biomasse. Alors que toutes les centrales à charbon devaient fermer en 2022, la réalité et la raison rattrapent le gouvernement. Celui-ci prépare actuellement un décret pour permettre aux centrales à charbon de produire 2000 heures supplémentaires pour passer le pic hivernal 2022, mais qu'en sera-t-il pour les hivers suivants ? Un signe d'espoir pour le projet Écocombust ? Pour **Gwenaél Plagne, syndicaliste CGT de la centrale** : « avec la hausse des prix de l'énergie auquel nous assistons, la reconversion de la centrale redevient, pour le gouvernement, possible ». En complément de cette conjoncture économique, la CGT ne s'est pas résignée et a été chercher deux autres industriels que sont l'entreprise de traitement de déchets « Paprec » et le fabricant de pellets « Européenne de biomasse » basé à Reims. Ces deux entreprises sont complémentaires, l'une pourrait fournir la matière première (déchets bois) et l'autre les pellets, en attendant l'installation d'une usine de ce combustible sur Cordemais. **L'intérêt économique d'EDF, des nouveaux partenaires industriels et le revirement du gouvernement sont donc une bonne nouvelle** pour les salariés, les usagers et les territoires.

La question de l'énergie sera sans nul doute un thème saillant de la présidentielle. Face à un gouvernement et des candidatures, même de gauche, sans projets industriels durables pour garantir la souveraineté énergétique de la France à des prix accessibles, il y a besoin d'élever le niveau du débat et, comme le propose **Fabien Roussel** : **produire plus d'électricité renouvelable, plus d'électricité décarbonée, pilotable, autour d'une entreprise publique nationalisée et dans le cadre d'un mix énergétique intégrant le nucléaire**.



Déchets

Des tarifs en hausse



La nouvelle année voit arriver, parmi son lot d'augmentations, la hausse parfois conséquente de la tarification du ramassage des ordures ménagères. Les différentes modalités de calcul mises en place pour l'élaboration des tarifs rendent malaisées les comparaisons entre les collectivités, entre les abonnements, les forfaits, les tarifs des ramassages dépassant le forfait, les volumes des poubelles considérées, la fréquence des passages...

Ce qui est indéniable, c'est une hausse généralisée du poids financier qui portera sur les ménages du département. **Ainsi, nous constatons des augmentations de l'ordre de 10% à Nozay, 12% à Blain, 25% pour la communauté de communes Erdre et Gesvre, une fourchette allant de 15% à 80% pour Estuaire et Sillon (50% en moyenne !) ou encore 30% à Clisson.**

Ces augmentations, faites avec des prétextes environnementaux, sont par ailleurs décidées en-dehors de toute consultation et dans un manque de transparence absolu. Selon Pedro Maia, conseiller municipal de Gorges, « L'agglomération doit interroger la population et réexaminer sa politique déchets, valoriser en interne ce qu'elle peut pour moins dépendre d'opérateurs abusifs, introduire de la tarification sociale indexée sur les revenus des foyers pour des tarifs plus justes et plus solidaires. » Du côté d'Estuaire et Sillon, l'association « Libérez nos poubelles » réclame par la voix de son président Jean-Yves Martin un audit citoyen participatif.

Afin d'alerter sur le sujet, l'association a d'ailleurs organisé une mobilisation « ripage » et dépôt citoyen contre les hausses abusives des tarifs le 8 janvier.

TER des Pays de la Loire

La privatisation en marche



Ouverture à la concurrence des lignes régionales Stéphane Godard, syndicaliste CGT cheminots nous répond :

Quelles lignes du département sont concernées par l'ouverture à la concurrence décidée par le Conseil Régional ?

C'est un lot composé de la ligne tram-train Nantes-Châteaubriant et les lignes Sud Loire composées des sections de lignes : Nantes-Cholet ; Nantes-Clisson (Tram Train) ; Nantes-La Roche sur Yon-Les Sables d'Olonne ; Nantes-La Rochelle ; Nantes-St Gilles Croix de Vie ; Nantes-Pornic. Initialement, deux lots distincts étaient prévus avec un lot particulier Tram Train. Celui-ci n'étant pas solvable avec une rentabilité de 60% seulement et des problèmes techniques, un seul lot est proposé. Cela correspond à 30% du trafic régional et c'est bien évidemment celui qui peut rapporter le plus d'argent aux entreprises privées. Le 1er tour de roue est prévu début décembre 2024 et pourtant cela a déjà coûté aux contribuables 2 millions d'euros !

Quelles seront les conséquences de cette décision pour les usagers et le service public ?

Il y aura une perte de l'unicité du réseau ferré national, pourtant primordiale et essentielle dans l'aménagement du territoire et le développement du service public ferroviaire. La maîtrise du service public est par exemple incontestable dans une période comme celle que nous « vivons » en situation de crise sanitaire. Le coût pour le contribuable va augmenter ainsi que le prix des billets, abonnements. Selon les données financières inscrites dans l'avis de

concession, le subventionnement public de l'offre serait plus important sur le lot que sur la convention historique. Aujourd'hui, le privé coûte plus cher que le public car sa préoccupation première est de faire des bénéfices sur le dos de leurs salariés et des contribuables. Dès lors que des entreprises privées ont les marchés, les élus libéraux sont beaucoup moins regardants sur la dotation publique.

Comment les cheminots entendent poursuivre leur lutte ?

Nous exigerons le maintien à minima de l'ensemble des droits sociaux pour le personnel transféré de l'entreprise historique dans les entreprises ferroviaires privées. Directions et élus politiques de la majorité régionale organisent sciemment le dumping social et la casse du statut des cheminots. Les conditions de travail et les droits conquis vont être mis à mal si syndicalement et collectivement nous ne réagissons pas tous ensemble, cheminots, usagers et citoyens.

Nous allons continuer la bataille des services publics dont le ferroviaire sous différentes formes envers les cheminots, les usagers et les citoyens par de la distribution de communication et d'informations, des débats et réunions. Nous devons faire cesser ce cheminot bashing et cette idéologie libérale comme quoi la concurrence permet de meilleurs services et de meilleurs moyens à moindre coût. Partout où les services publics ont été explosés (énergie, téléphonie, santé, transports...), l'utilisateur devenu client a mis de plus en plus la main à la poche pour moins de services immédiats et moins de réponses à ses besoins.

Jeudi 27 janvier 2022

Grande mobilisation pour le pouvoir d'achat

Si en octobre dernier le gouvernement mettait en avant une hausse du pouvoir d'achat de 8% entre 2017 et 2022, la majorité des salariés ne semble pas ressentir dans son quotidien ce progrès pourtant exceptionnel.

Après ces annonces fracassantes, revenons à la réalité : la hausse de 8% est calculée pour une personne qui bénéficierait de l'ensemble des mesures de pouvoir d'achat prises depuis 2017. Un cas bien peu probable ! En réalité, les 1% des plus riches auraient gagné 2,8% en plus tandis que les 5% des ménages les plus pauvres auraient perdu 0,5% en moyenne, selon une étude publiée en novembre dernier par des chercheurs de l'institut des politiques publiques.

Une répartition des richesses qui accentue les inégalités, également au niveau mondial. Avec un chiffre totalement hallucinant publié dans le dernier rapport d'Oxfam : la richesse des dix hommes les plus fortunés a doublé depuis 2020, donc en pleine crise mondiale...

Pour paraphraser le candidat Roussel, il est urgent de défendre le bifteck des Français. Non pas avec une distribution de chèques de 100€ pour compenser la hausse des tarifs de l'énergie due à la privatisation d'EDF-GDF, mais bien avec une hausse générale des salaires.

Si le patronat aidé et les différents gouvernements ont tenté de nous faire croire qu'il n'y avait plus d'argent, que le poids de la dette allait écraser les générations futures, ce mythe a pris fin. Les dividendes versés par les entreprises aux actionnaires battent des records, même en période de pandémie.

La récente flambée des prix des produits alimentaires, de l'énergie (pétrole, gaz, électricité), des matériaux de construction et bientôt des mutuelles santé risque de plonger des familles entières dans la précarité. Il est temps d'en finir avec les mesurette, une hausse générale des salaires, pensions et minimas sociaux est urgente pour que l'ensemble des Français vive dignement.



La CGT propose un SMIC à 2000€ brut par mois et que toutes les grilles de salaire publics comme privés suivent cette évolution soit +400€.

En Loire-Atlantique, trois manifestations sont programmées le jeudi 27 janvier :

ANCENIS, 10h, Pont d'Ancenis
SAINT-NAZAIRE, 10h, Place de l'Amérique Latine
NANTES, 14h, Préfecture

Soyons nombreux ce jour-là à défendre notre bifteck !

Enseignement



Blanquer à Ibiza, le protocole ne passe pas

Suite à l'annonce du nouveau protocole sanitaire édicté 24 heures avant la rentrée scolaire, la colère a débordé dans le monde de l'enseignement.

Après une journée de mobilisation record, le 13 janvier dernier, à l'appel de plusieurs syndicats de l'Éducation nationale et des parents d'élèves, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, accompagné du Premier ministre, a notamment annoncé la livraison de masques FFP2 et le recrutement de personnels de remplacement afin de calmer la fronde qui montait.

Ses promesses dont les effets se font toujours attendre dans les classes n'ont pas satisfait tous les syndicats. Ils ont donc appelé à poursuivre le mouvement avec une journée de grève le 20 janvier et appellent désormais à une « grève massive le 27 » avec l'ensemble des salariés du privé et des agents publics.

Le 17 janvier, la colère des personnels, des parents et des lycéens n'était pas encore retombée que l'affaire Blanquer à Ibiza est sortie dans la presse. Révélée par Mediapart, cette information confirme que le nouveau protocole a été annoncé par le ministre de l'Éducation depuis Ibiza où il passait ses vacances de fin d'année.

Pour de nombreux syndicats, excédés par la lourdeur des dispositifs et la multiplication des changements dans le protocole qui ont conduit à la grève, ce dilettantisme illustre le niveau d'impréparation des protocoles sanitaires dans l'Éducation nationale depuis le début de la crise sanitaire.

Agents salariés et usagers unis pour l'accès aux soins

Retour sur la mobilisation du 11 janvier

À l'appel de cinq organisations syndicales (CGT, FO, CNT, Sud et FSU) les « oubliés du Ségur de la santé » ont répondu présents. Plus de 2000 salariés, agents et usagers des établissements privés et publics dans les domaines sanitaire, médico-social et social se sont mobilisés à Nantes.

Leur objectif : garantir à toutes et tous l'accès aux droits sociaux et aux soins. Les professionnels de la santé continuent à se dévouer pour assurer une prise en charge de qualité et un accueil des populations pendant la pandémie du COVID qui continue de désorganiser les services depuis maintenant plus de deux ans.

« Mais combien de temps, de crises faudra-t-il, pour que le gouvernement change radicalement de politique sociale et de santé ? »

« À quand une réelle politique en matière d'emploi et de salaire, pour améliorer les conditions de travail des personnels ? » c'est la question que les personnels se posent.

Ils exigent notamment la formation et l'embauche massive de personnels pour faire face aux besoins déjà présents avant la pandémie ainsi qu'aux démissions qui ont été massives en 2021 et qui ont fortement détérioré les conditions de travail. Mais pour recruter dans des métiers peu valorisés, une augmentation générale des salaires est elle aussi nécessaire. Ainsi, ils demandent l'extension immédiate des 183 euros aux salariés exclus du Ségur de la Santé.



La Folle Journée 2022

Franz Schubert à la Cité des Congrès

Quelle satisfaction, dans la période que nous connaissons, de voir programmer La Folle Journée 2022 du 26 au 30 janvier, le rendez-vous nantais de la musique classique ! Pour Aymeric Seassau, adjoint communiste à la Culture à Nantes, « **C'est peut-être, à nouveau, le premier événement national à être maintenu dans le contexte sanitaire** ».

180 concerts sur les 220 initialement prévus devraient avoir lieu et la programmation pour les scolaires se retrouve repoussée au mois de juin. **Ce sont donc plus de 800 musiciens, instrumentistes ou vocaux, en orchestre ou en plus petites formations qui vont enchanter le Palais des Congrès, avec un certain nombre de retransmissions sur**

Arte ou sur France Musique.

Mercredi 26 janvier à 20h30 seront donnés simultanément six concerts de piano à Bouaye, Le Pellerin, Les Sorinières, Basse-Goulaine, Indre et Thouaré au tarif unique de 10€.

Cette année, le compositeur mis à l'honneur est l'autrichien Franz Schubert et le public n'aura que l'embarras du choix puisque seront interprétées de celui-ci l'intégrale de la musique de chambre – notamment l'intégrale des quatuors à cordes, l'intégrale de la musique pour piano à quatre mains, une majeure partie de la musique chorale, une part importante des Lieder ainsi que quatre des plus belles symphonies.



Les BisQUILUTTE(nt)



Les Bis devaient ouvrir le 19 janvier, mais ont été annulés. Culture en lutte, CGT Spectacle PDL & Bretagne, Synavi et CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires ont donc décidé de tenir les nôtres. Mme Bachelot était conviée... Pas venue ! Elle ne répond pas non plus à nos revendications, qui l'interpellent depuis de nombreux mois. La culture est encore en danger car la reprise n'a jamais vraiment eu lieu. La loi « Passe vaccinal », continuité de la dérive autoritaire gouvernementale, est ressentie comme une mesure d'exclusion, de division et de stigmatisation.

Le variant « O'Macron » veut emmerder celles et ceux qui ont fait des choix autres que ceux imposés. Des collègues sont empêchés de travailler et celles et ceux qui travaillent le font sous la contrainte des tests à

répétition. Notre secteur est complètement désorganisé, les annulations de spectacles sont nombreuses. Ce variant doit dégager !

La société « de la peur » que l'on veut nous imposer stigmatise une catégorie de la population, et nous emmène vers : contrôle accru des personnes, rétrécissement du cadre de liberté, atteinte des droits fondamentaux, restriction de l'accès à la culture. Nous voulons reprendre en main la gestion paritaire et citoyenne sur la santé, la culture, l'école, la protection sociale...

La culture, ce bien commun essentiel, doit être au service des populations, libre d'accès, et doit servir l'émancipation citoyenne. La lutte continue !

Bientôt disponible

100 ans de communistes en Loire-Atlantique (1920-2020)



Déjà annoncé dans nos précédents numéros, le livre élaboré pendant le centenaire du Parti communiste français, fruit du travail collectif d'une petite équipe de militants de la fédération de Loire-Atlantique sortira mi-mars.

Le prix public est toujours de 28€ pour environ 280 pages aux éditions du Petit Pavé.

Vous pouvez d'ores et déjà le précommander à la fédération du PCF (41 rue des Olivettes, 44400 Nantes) pour 20 euros, à retirer lors de la manifestation de sortie.

60^E ANNIVERSAIRE DU 19 MARS 1962

CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE



Une rétrospective salutaire

60^{ème} anniversaire du 19 mars 1962, cessez-le-feu en Algérie

Il y a soixante ans étaient signés les accords d'Évian qui allaient mettre fin à la guerre d'Algérie, par un cessez-le-feu prenant effet le lendemain. L'arrêt des hostilités ne sera pas total et il y aura encore des morts et des blessés, victimes de l'OAS et autres organisations factieuses, avant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, fin de l'emprise coloniale de la France sur l'Algérie.

Afin de marquer les soixante ans de l'événement, l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) a construit une exposition, introduite par Alain Ruscio, retraçant l'histoire de la colonisation française en Algérie, la conquête de 1830 à 1847, les répressions sanglantes en réponse aux tentatives de soulèvement, les accaparements de terres, les processus d'humiliation basés sur un racisme terriblement banalisé, la discrimination érigée en système administratif. On y trouve bien sûr la guerre d'Algérie – ou guerre d'indépendance, côté algérien – et ses horreurs : torture, exécutions sommaires...

On croise aussi dans cette exposition de belles personnalités telles qu'Abd-el-Kader, l'émir autour de qui la résistance à l'agression va se faire, Henri Barbusse ou Paul Vaillant-Couturier, dénonciateurs infatigables du colonialisme.

Cette exposition, constituée de nombreuses reproductions de documents d'archives – photographies, journaux, tracts... vient à point nommé rappeler les méfaits parfois criminels de la colonisation, alors que le débat public charrie par tombereaux entiers des contre-vérités historiques, jusqu'aux plus honteuses.

L'exposition se loue 150 € pour une semaine, prix à débattre pour les écoles et les communes.

Le contenu de l'expo est par ailleurs rassemblé intégralement dans le calendrier 2022 de l'ARAC au prix de 8 €.

Contact : Jean-Claude Salomon : 06 87 23 27 59 arac.loireatlantique@gmail.com

Fabien Roussel présente ses vœux

Avec un discours de rentrée offensive



Lundi 17 janvier, Fabien Roussel a prononcé son discours de rentrée depuis l'espace Niemeyer au cours duquel il a dévoilé les contours de son programme qui sera présenté le 24 janvier prochain avec 180 propositions issues des travaux de nos parlementaires et des rencontres avec le monde du travail.

À 12 semaines d'un rendez-vous très important pour notre pays avec le premier tour de l'élection présidentielle, notre candidat a relevé les changements de l'opinion à notre égard : « Tout le monde reconnaît aujourd'hui notre originalité, notre sincérité, notre singularité et la cohérence de notre projet, tout entier tourné vers la défense des intérêts du peuple, des salariés, sans états d'âme, sans se soucier des polémiques ». À cette occasion a également été dévoilée l'affiche officielle de la campagne portant haut notre slogan « La France des Jours Heureux ». Cette affiche est d'ores et déjà disponible à la fédération ainsi que la lettre aux Français présentant la candidature de Fabien Roussel. 500 réunions publiques autour du programme, le 1er meeting national à Marseille le 6 janvier, des militants motivés et qui partagent ces propos de leur candidat : « Avec ma candidature, avec nos propositions, nous voulons incarner une gauche républicaine, populaire, honnête, sincère et nous ne lâcherons rien ! Cet intérêt nouveau conforte ma détermination, notre détermination. » **Partageons ces mots du poète Nazim Hikmet : « Les plus beaux de nos jours sont ceux que nous n'avons pas encore vécus. »**



Fabien ROUSSEL
Le candidat qui progresse

+ 12%

d'opinion positive
chez les ouvriers



Fabien ROUSSEL
Le candidat qui progresse

+ 10%

d'opinion positive
chez les jeunes

Source : ifop

Saint-Nazaire

Banquet des Jours Heureux



PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Dimanche 30 Janvier 2022
de 12 heures à 17 heures

BANQUET DES JOURS HEUREUX

maison de quartier de l'Immaculée - salle polyvalente du point du jour
route des Commandières 44600 Saint-Nazaire



MAMS (Modular and Mediterranean Songs)



Une rencontre sympa pour entendre les liens entre les musiques traditionnelles du bassin méditerranéen tout en y apportant une touche occidentale. Mélodies turques, grecques, Israéliennes bulgares, éthiopiennes... revisitées par Seb, Joëlle, Geoffray

Lancé en décembre dernier, le comité des Jours Heureux Saint-Nazaire/Brière se veut un lieu d'échanges, d'unité et d'actions concrètes à l'heure où la politique gouvernementale ne cesse de fragmenter la société française. Au-delà d'un comité de soutien, il a pour objectif d'impulser des initiatives, de mobiliser massivement les militants communistes, de répondre à l'ambition du PCF et de Fabien Roussel : « convaincre des millions de Français ». Dimanche 30 janvier, les communistes nazairiens et briérons organisent un banquet des Jours Heureux. Au programme paëlla, animation musicale par le groupe MAMS et pour la partie politique la participation de Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminots, membre de l'équipe de campagne de Fabien Roussel.

Maison de quartier de l'Immaculée, salle polyvalente du Point du jour, route des Commandières 44600 Saint-Nazaire. Participation 10 euros pour les adultes. Inscriptions possibles par mail : veronique.mahe@pcf44.fr

Souscription
Élection présidentielle

Ils ont des milliards,
Nous sommes des milliers !

SOUSCRIVEZ !

La construction d'une alternative politique aux politiques de droite incarnées par Emmanuel Macron et les candidats de la droite traditionnelle ; la construction d'un débouché politique à la crise de la société qui fait prospérer les idées nauséabondes d'extrême droite autour d'Éric Zemmour et Marine Le Pen, nécessitent des moyens financiers à la hauteur des enjeux de financement durable du PCF et des campagnes qu'il entend mener. Le financement du PCF est une question politique, tout autant que le sens de ses candidatures, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives. Les puissances financières sont parfaitement organisées pour voir leurs intérêts préservés et défendus en 2022. Plus que dans n'importe quelle autre force politique, nous attirons l'attention de tous les militants et militants communistes, de leurs sympathisants, sur le besoin de lever des fonds pour défendre les idées de progrès au service d'une visée, celle des jours heureux.

Je participe à la souscription exceptionnelle et je verse..... euros pour la campagne présidentielle de Fabien Roussel

(Les dons sont à effectuer par chèque à l'ordre de l'ADF et à envoyer à ADF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. En effectuant un don à l'ADF vous bénéficierez d'un crédit de 66% sur votre impôt sur le revenu.)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :Ville :

Téléphone :

E-mail :



Janvier le mois de toutes les mobilisations

Une grosse mobilisation a eu lieu le 13 janvier 2022. À l'appel de tous les syndicats, le personnel de l'Éducation nationale a massivement fait grève et s'est massivement mobilisé dans les différentes manifestations organisées partout dans le pays. On compte 31% du personnel de l'Éducation nationale en grève dont 38,4% dans les écoles primaires. Preuve du désaveu face au mépris social engagé par le gouvernement depuis déjà cinq ans.

La JC a évidemment pris part à la mobilisation. Accompagnée du Parti communiste, elle était présente dans la manifestation à Nantes qui a rassemblé 3000 personnes. Des blocus ont également été organisés dans quelques établissements scolaires (Bourdonnière par exemple). Face à ça, le gouvernement a choisi la violence et la répression, en témoignant les violences policières au lycée Les Bourdonnières. Le président reste ainsi fidèle à sa nouvelle doctrine qui consiste à « emmerder les français » en empêchant le mouvement social et démocratique de s'exprimer.

Le 27 janvier aura lieu une nouvelle mobilisation pour l'augmentation des salaires. Le mouvement social ouvrier et démocratique aura ainsi de nouveau l'occasion de s'expri-



mer et de se battre face à la dictature du grand capital qui affame, exploite et méprise le prolétariat. Les rapaces du grand patronat qui contrôle notre société ne sont toujours pas rassasiés et vont, eux aussi, mener la lutte pour continuer de dominer et d'exploiter les honnêtes travailleurs. **Mais ils auront face à eux les communistes et la classe ouvrière qui défendront leurs droits et la dignité dans la lutte des classes et n'abandonneront pas, même face aux pires répressions car « Ce qui est terrible, ce n'est pas de souffrir ni de mourir, mais de mourir en vain » Jean-Paul Sartre.**

Augeat Gabriel

Hommages à la Résistance !

Commémorations des procès des 42 et des 16

Les commémorations de la fusillade des procès des 42 et des 16 vont avoir lieu le samedi 29 janvier à 11h au terrain du Bêle à Nantes ; à 15h place Jean et Renée Losq à Sainte-Luce-sur-Loire et le dimanche 30 janvier au cimetière de Divatte-sur-Loire à 11h. Pendant 2 jours, le Comité départemental du souvenir organise plusieurs hommages aux Francs Tireurs et Partisans de Loire-Inférieure, fusillés par les nazis en 1943 (janvier, février, mai et août).

Ces fusillades font suite aux nombreuses arrestations de résistants communistes en 1942, organisées par la police allemande et les brigades spéciales anticommunistes de la police de Vichy. Le 1er procès, celui des 42, en janvier 1943, est retentissant. **Les allemands mettent en place un simulacre de procès, médiatisé. L'objectif étant de discréditer les résistants et les faire passer pour des criminels.**

Pourtant, l'effet souhaité par la justice militaire allemande et les collaborateurs de Vichy n'aura pas lieu, et cette parodie de justice renforcera l'esprit de résistance et la haine de la population vis-à-vis de l'occupant nazi et de leurs collaborateurs. Le 2^{ème} procès, au mois d'août, celui des 16, sera plus discret étant donné les conséquences du procès de janvier, négatives pour les hitlériens. **A la fin de ces 2 procès, 52 condamnations à mort seront prononcées, 5 résistants seront acquittés mais déportés.**

Anne-Claude Godeau, nantaise morte le 8 février 1962 à Charonne



Quand le Général de Gaulle annonça en février 62 qu'il voulait faire la paix en Algérie, le Parti communiste et la CGT sont résolus à agir vite. Je participais à la grande manifestation du 8 février organisée pour faire échec au fascisme et imposer la paix en Algérie face à ceux qui voulaient continuer cette guerre fratricide : les paras, les généraux félons, et l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète).

Cette manifestation rassemblait une foule nombreuse et pacifique, nous étions sur le boulevard Voltaire près du métro Charonne. C'était le soir

vers 18h, les gens sortaient du travail et venaient manifester, beaucoup de femmes, d'enfants, de jeunes, avec des slogans pacifiques : « Oui à la paix en Algérie ! ». Soudain, nous arrivons devant un véritable mur de CRS, ils avaient leurs pèlerines plombées, de longs bâtons d'environ un mètre à la main, nous nous arrêtons, les responsables vont dialoguer, reviennent et font une courte intervention dans le style : « Merci d'être venus, votre message a été entendu, rentrez chez vous ». Le service d'ordre qui encadrait la manifestation se disloque alors.

À ce moment des coups de sifflets, des ordres fusent et la police charge. Pas le temps de se reformer, les gens se sauvent en courant, les policiers nous poursuivent, frappent sauvagement. Ceux qui ont voulu prendre le métro se trouvent bloqués. La préfecture de police avait fait fermer les portes des stations, ils se retrouvent empilés les uns sur les autres dans

les escaliers. C'est à ce moment que des policiers ont arraché les grilles en fonte qui sont autour des arbres et les ont lancées sur ces gens sans défense. Les rues étaient jonchées de chaussures à talons que les femmes avaient enlevées ou perdues pour courir pieds nus au milieu des morceaux de verres des vitrines brisées. Il y avait des sacs, des personnes étendues par terre qui gémissaient ou appuyées contre les murs, ensanglantées. Les policiers poursuivaient les manifestants jusqu'au 5^e étage des immeubles chez les locataires qui leurs donnaient asile, certains ont cassé leurs bâtons sur la tête des gens. J'ai vu de mes yeux ces policiers frapper des femmes à terre, chasser des médecins munis d'un brassard de secouriste.

C'était une vision apocalyptique, des cris, des blessés, ce n'était pas la dispersion d'une manifestation, mais un véritable acte de guerre plein de haine, une volonté de faire peur, de tuer. Nous nous sommes un peu regroupés pour essayer de protéger ceux qui pouvaient l'être et opposer une résistance à cette barbarie. Je suis rentré chez moi à Ivry à pied, il devait être 4 ou 5 h du matin, fatigué, hébété, je ne comprenais pas ce qui était arrivé, le pourquoi de tant de violence. Le lendemain j'ai appris qu'il y avait eu des centaines de blessés et 9 morts, assassinés par la police. **Parmi eux, Anne-Claude Godeau, 24 ans, une Nantaise venue à Paris pour travailler aux Chèques Postaux.** Le 13 février j'ai fait partie du service d'ordre pour les obsèques. De 6 heures du matin jusqu'à la nuit, des milliers de personnes ont défilé. L'émotion était intense, il n'y a eu aucun incident, il n'y avait aucun uniforme en vue.

D'après le témoignage de Jean-Claude Salomon

Hommage à Anne-Claude Godeau mardi 8 février 2022
à 16h30 cimetière de la Gaudinière à Nantes

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Philippe GALLIS
Véronique MAHE Catherine GRAVOILLE

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)